



PROJET D'ACCORD CADRE N°B25-05067-KD A MARCHES SUBSÉQUENTS

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S
PARIS B 775 685 019

représenté par Monsieur Sébastien DAUVE agissant en qualité de Directeur de
l'Institut LETI,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société [REDACTED],

dont le siège social est situé [REDACTED],
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED] sous le numéro R.C.S
[REDACTED],

représentée par **Monsieur/Madame** [REDACTED], agissant en qualité de
[REDACTED],

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

(à compléter par le soumissionnaire lors de la remise de son offre)

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	4
ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
ARTICLE 5 - MODALITES DE MISES EN ŒUVRE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 6 - ETENDUE DES MISSIONS	8
ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION	8
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 10 - LIVRABLES	11
ARTICLE 11 - DROITS DE PROPRIETE	11
ARTICLE 12 - RECEPTION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 13 - GARANTIE	12
ARTICLE 14 - ASSURANCES	12
ARTICLE 15 - DELAIS	13
ARTICLE 16 - MONTANT	13
ARTICLE 17 - REVISION DES PRIX	14
ARTICLE 18 - PENALITES	14
ARTICLE 19 - FACTURATION- REGLEMENT	15
ARTICLE 20 - REGIME FISCAL [A SUPPRIMER SI MARCHE A L'ETRANGER]	16
ARTICLE 21 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	16
ARTICLE 22 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	16

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les prestations de Développement logiciel embarqué pour systèmes de communications sans fil, ci-après dénommées « les Prestations ».

Le présent accord-cadre s'exécutera sur la base de marchés subséquents, conclus après remise en concurrence des 3 titulaires de l'accord-cadre, dans les conditions prévues à l'article 5 du présent accord et avec obligation de résultat.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B25-05067-KD avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé DRT-LETI-DSYS-STSF-LS2PR-25-10-002355 en date du 07/01/2026) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED], à titre supplétif.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

A compléter par le soumissionnaire

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondant technique du CEA

Benoit MISCOPEIN - DRT/LETI/DSYS - Tél. : 04.38.78.99.41

Email : Benoit.MISCOPEIN@cea.fr

3.2 - Correspondants commerciaux du CEA

Kevin DI CARO Service des Marchés et Achats Tél : 06.70.94.26.20

Email : kevin.dicaro@cea.fr

Isabelle BOREL Service des Marchés et Achats Tél : 04.38.78.13.36

Email : isabelle.borel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur : Tél : 01 69 08 47 50

Email : SFC-Fournisseur_GRE@cea.fr

RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

Tél :

Email :

Correspondant commercial :

Tél :

Email :

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme Tél :

Email :

A compléter par le soumissionnaire

Dans l'hypothèse où le responsable désigné par le Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins trois mois à l'avance. Une période de recouvrement sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le Titulaire s'engage à procéder à ce remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD CADRE

4.1 - Durée

Le présent accord cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter du 01/04/2026, soit jusqu'au 31/03/2028.

Il comprend les tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée de un (1) an, soit du 01/04/2028 jusqu'au 31/03/2029.
- Tranche optionnelle n°2 : prolongation des Prestations pour une durée de un (1) an, soit du 01/04/2029 jusqu'au 31/03/2030.

****Dates à finaliser dans la commande définitive***

Le CEA affermit la(es) tranche(s) optionnelle(s), si besoin, par lettre recommandée avec demande d' accusé réception dans un délai d'au moins un (1) mois avant le terme de l'accord cadre.

Le non- affermissement de la (ou des) tranche(s) optionnelle(s) ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 5 - MODALITES DE MISES EN ŒUVRE DE L'ACCORD-CADRE

5.1 - Généralités

Le présent accord cadre est mis en œuvre au moyen de marchés subséquents que le CEA contractualise selon ses besoins.

Le CEA ne s'engage pas sur un nombre de marchés subséquents pendant la durée du présent accord cadre, le Titulaire ne peut donc prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

Le montant total des marchés subséquents pour toute la durée de l'accord-cadre ne saurait excéder le montant défini à l'article 16 « Montant ».

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des marchés subséquents émis par le CEA pendant la durée de l'accord-cadre, et ce, même si le délai d'exécution du marché subséquent va au-delà de la date de fin de l'accord-cadre.

5.2 - Mise en concurrence via des consultations spécifiques

5.2.1 - Fonctionnement de la mise en concurrence

Pour chaque Prestation à réaliser, conformément à l'article R2162-10 du Code de la Commande publique, le CEA met en concurrence les Titulaires des accords-cadres. La mise en concurrence s'effectue via la plateforme de dématérialisation des achats du CEA (PLACE) si le montant estimé du marché subséquent est supérieur à 40 000 € HT, et par mail adressé au correspondant indiqué à l'article 3.1 du présent accord-cadre dans les autres cas.

Ce dossier comprend notamment les informations suivantes :

- L'objet du cahier des charges spécifiques et le périmètre du projet précisant les besoins du CEA,
- Les exigences générales,
- La description du besoin et les potentielles prestations complémentaires envisagées,
- Le processus de la consultation avec notamment :
 - Les délais d'exécution demandés ou souhaités, et le planning associé le cas échéant,
 - Date limite de réception des offres,
 - Le choix et la pondération des critères spécifiques,
- La structure de la réponse,

Pour chaque consultation spécifique, le CEA appliquera, pour le choix du Titulaire :

- un critère financier (prix forfaitaire de ladite prestation) qui aura une pondération entre 30% et 50%.
- Les critères techniques suivants, dont la pondération totale sera entre 50 et 70% :
 - Qualité de la solution technique proposée, pondéré de 20 à 40%,
 - Méthodologie de projet et processus qualité, pondéré de 5% à 20%.
 - Délais proposés en cohérence avec la date de démarrage estimée et la date de fabrication visée, pondéré de 5% à 20%,

5.2.2 - Dispositions relatives à l'offre du Titulaire

Le Titulaire doit envoyer par PLACE ou mail (si le montant estimé du marché subséquent est inférieur à 40 000 € HT) à l'attention du correspondant du CEA indiqué à l'article 3.1 du présent accord-cadre, sa meilleure offre financière et technique dans le délai indiqué au dossier de consultation. Ce délai est de minimum 10 jours.

5.3 - Contenu et validité de l'offre

L'offre détaillée du Titulaire est composée des éléments suivants :

- **Une proposition technique** démontrant les dispositions que le Titulaire s'engage à adopter pour l'exécution de la prestation proposée, permettant au CEA de s'assurer de la compréhension et de la prise en compte des contraintes spécifiques du besoin considéré et précisant les profils anonymes des intervenants affectés à l'exécution des prestations objet du cahier des charges et le nombre d'hommes/jours d'intervention nécessaires pour la réalisation des prestations ;
- **Une proposition financière** : avec pour montant maximum, les prix fixés à l'article « Prix » ci-après et le nombre d'hommes/jours d'intervention nécessaires pour la réalisation des prestations ;
- Le **délai** de remise des livrables, de réalisation des tâches et la date de démarrage des prestations.

L'offre du Titulaire doit être valable au moins trois (3) mois à compter de sa date de réception par le CEA.

5.4 - Obligation de remise d'une offre

En signant le présent accord-cadre en multi-attribution, le Titulaire s'engage à répondre aux consultations émises par le CEA. Le CEA définit un délai de réponse raisonnable tenant compte de la complexité de l'affaire concernée.

Si le Titulaire n'est pas en mesure de remettre une offre dans le cadre d'une consultation, il doit en informer le CEA, au plus tard à la date limite de remise des offres, en justifiant le fait qu'il ne soumissionne pas (expliquer les motifs légitimes de son défaut d'offre).

Le CEA se réserve le droit d'exclure du présent accord-cadre sans indemnité le Titulaire qui n'a pas respecté à quatre reprises successives cette obligation de participation.

5.4.1 - Analyse des offres

Pour chaque consultation les propositions seront jugées d'après les critères de sélection définis conformément aux dispositions de l'article 5.2.1 du présent accord-cadre.

Il n'y aura pas de négociations. Après analyse des offres, un marché subséquent sera attribué au Titulaire ayant remis l'offre la mieux-disante.

5.4.2 - Dérogation au principe d'exclusivité par le CEA

En cas d'incapacité des Titulaires à remettre une offre dans les délais exigés, le CEA peut s'adresser à un prestataire autre que les Titulaires, pour les prestations objet du cahier des charges soumis lors de la mise en concurrence. Pour autant, le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 10% du montant plafond de l'accord-cadre, soit la somme de 90 000 € HT.

5.4.3 - Formalisme des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont régis par les dispositions du présent accord cadre.

Les marchés subséquents comportent leur propre numéro de commande et font référence au numéro du présent accord cadre. Ce document vaut acceptation de l'offre présentée, par le CEA.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des Prestations qu'après avoir reçu le marché subséquent du CEA, valant acceptation de l'offre présentée, signée par la personne - habilitée du CEA.

Pour chaque marché subséquent passé au titre du présent accord cadre, le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Tout marché subséquent passé au cours de la période de validité du présent accord cadre est exécutoire. Au-delà de la date de validité du présent accord cadre, il ne peut plus être émis de marché subséquent.

Néanmoins, les marchés subséquents passés avant cette date sont réalisés par le Titulaire jusqu'à complète exécution.

5.4.4 - Dans l'hypothèse où le marché subséquent est inférieur à 40 000 € HT :

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des Prestations qu'après avoir reçu le marché subséquent formalisé par une commande et signé par le CEA, précisant :

- le descriptif des Prestations à réaliser,
- le montant ferme et forfaitaire relatif à la prestation confiée.

5.4.5 - Dans l'hypothèse où le marché subséquent est supérieur à 40 000 € HT :

L'offre retenue fait l'objet d'un marché subséquent établi par le CEA qui comporte les mentions suivantes :

- Les références du présent accord cadre, du cahier des charges spécifique et de la proposition du Titulaire,
- La nature des Prestations à réaliser,
- Le prix des Prestations,
- Les délais d'exécution,
- Les conditions de facturation.

5.5 - Délai d'exécution

Dans le cadre des marchés subséquents au présent accord cadre, le Titulaire s'engage à réaliser les Prestations dans les délais indiqués dans l'offre remise pour chaque marché subséquent émis par le CEA.

ARTICLE 6 - ETENDUE DES MISSIONS

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé et au cahier des charges spécifique auxquelles elles se rattachent. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges et le Cahier des Charges spécifique sans l'accord préalable écrit du CEA.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné au cahier des charges, sur le site du CEA de Grenoble.

7.1 - Mise à disposition de fichiers ou programmes informatiques ou documents

Dans le cadre des Prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des

programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables), des documents.

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des ensembles mis à la disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ou documents ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des Prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes ou documents.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelés à travailler pour exécuter les Prestations considérées. A l'issue des Prestations, le Titulaire doit restituer sans délais les fichiers ou programmes ou documents au CEA, ainsi que les données concernées et n'en conserver aucune trace.

La restitution des fichiers ou programmes ou documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA

7.2 - Accès au Centre et aux Installations et organisation du Titulaire

Les conditions d'accès au Centre et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2026, les jours de fermeture sont les 2 janvier, 15 et 25 mai, 13 juillet, 14 août, 24, 28, 29, 30, 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

8.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

8.1.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSi » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

8.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

Le soumissionnaire doit s'adresser au correspondant commercial du CEA, Service des Marchés et Achats pour obtenir le formulaire de demande d'acceptation de sous-traitant.

8.3 - Restaurant d'entreprise

Le personnel du Titulaire peut bénéficier des restaurants des salariés du CEA Grenoble, sous réserve de la signature par le Titulaire d'une convention de restauration. Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention. Le tarif est celui appliqué au personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site.

8.4 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

9.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

9.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions

utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

9.3 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des Prestations,
- respect des dispositions du cahier des charges,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi budgétaire,
- suivi du dossier Qualité.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 5 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

ARTICLE 10 - LIVRABLES

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des livrables exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Documents". La remise des Documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA. Les documents seront remis selon les conditions définies au cahier des charges..

10.1 - Format des documents remis

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA par mail.

10.2 - Propriété des Résultats

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

10.3 - Approbation des documents

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA selon la procédure indiquée au cahier des charges, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des Documents.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation du CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution des Prestations font l'objet d'une approbation par le CEA.

ARTICLE 11 - DROITS DE PROPRIETE

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats (comprenant les produits informatiques) résultant de l'exécution du présent accord cadre sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Tous les Résultats, sont la propriété exclusive du CEA à compter de leur élaboration.

A cet effet, le Titulaire cède à titre exclusif au CEA, l'intégralité de ses droits patrimoniaux de propriété intellectuelle et, le cas échéant de producteur de base de données, afférents à l'ensemble des Résultats et ce, au fur et à mesure de leur conception, pour tous pays et pour la durée légale des droits de propriété intellectuelle y afférents, dans les conditions précisées au chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire garantit au CEA qu'il détient tous les droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution de l'accord cadre et à l'utilisation des Résultats.

Le Titulaire garantit en particulier le CEA contre toutes conséquences dommageables résultant de toute revendication ou réclamation de tiers en lien avec les Résultats dans les conditions précisées à l'article 12.5 du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 12 - RECEPTION DES PRESTATIONS

La réception des Prestations, objet de chaque marché subséquent, est prévue à la fin de celles-ci après remise de l'ensemble des documents, à la charge du Titulaire, mis à jour et acceptés sans réserve par le CEA, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'acceptation sans réserve des Livrables par le CEA (Réception des Prestations).

Il est précisé que la prise en compte des réserves du CEA ne peut différer la date de remise des dossiers complets, ni justifier une remise en cause du ou des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans le cadre du présent accord-cadre.

Toute réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les deux parties.

ARTICLE 13 - GARANTIE

Pendant un délai de douze (12) mois à compter de la date de Réception des Prestations, le Titulaire s'engage à corriger toute erreur de son fait, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA, conformément aux Conditions Générales d'Achat du CEA.

Pendant ce délai de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

Si le Titulaire ne respecte pas l'obligation ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter les Prestations par un tiers aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier ne puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou afférents au savoir-faire

ARTICLE 14 - ASSURANCES

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

1. Pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription par le CEA des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 140 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers faisant partie du pôle MINATEC, à savoir notamment le Bâtiment des objets communicants (BOC), le Bâtiment des composants avancés (BCA), le Bâtiments des hautes technologies (BHT) la Maison des micro et nanotechnologie (MMNT), le Dispositif de fonction technique (DFT), le Bâtiment des Industries Intégratives (B2I) et le Centre de Conception Logiciel (CCL) contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, contamination radioactive.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tous recours à son encontre, et contre ses assureurs, du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 150 000 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

ARTICLE 15 - DELAIS

Le Titulaire s'engage à exécuter les Prestations conformément aux délais définis dans les marchés subséquents.

ARTICLE 16 - MONTANT

16.1 - Accord-cadre

Le montant total maximum des marchés subséquents passés auprès de tous les Titulaires et pour toute la durée de l'accord-cadre est de **900 000 € HT** (neuf cent mille euros hors taxes).

Le CEA ne s'engage sur aucun montant minimum total à commander au titre de marchés subséquents. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

16.2 - Marchés subséquents

16.2.1 - Conditions relatives aux prix

Chaque marché subséquent conclu au titre du présent accord-cadre est passé pour un montant ferme et forfaitaire.

Conformément à l'article 5.2 du présent accord cadre, ce montant est détaillé dans la proposition financière du Titulaire.

16.2.2 - Taux journalier servant de base à la valorisation des marchés subséquents

Les Prestations ci-dessous objet du présent accord-cadre sont rémunérées sur la base des taux journaliers suivants (en € HT):

Profil	Séniorité		
	Junior	Confirmé	Senior
Ingénieur Développement logiciel embarqué			

Ce taux comprend que toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations, dont les frais de déplacement si la prestation le nécessite.

[A compléter par le soumissionnaire]

ARTICLE 17 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'article 16 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de () (mois de remise de l'offre).

Ils sont fermes la première année de l'accord-cadre.

A la date d'anniversaire de l'accord-cadre, les prix peuvent être révisés, à la demande du Titulaire ou du CEA, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après. Il en est de même lors de l'affermissement de chaque tranche optionnelle.

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \text{ ICHT Rev}_1 / \text{ ICHT Rev}_0]$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour
P ₀	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre la première année puis prix mis à jour
ICHT Rev ₀	Indice ICHT publié le mois de la remise de l'offre la première année puis indice publié lors de la dernière révision
ICHT Rev ₁	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 18 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

18.1 - Retards

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des documents prévus au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur d'un pour mille du montant HT du marché subséquent par jour calendaire de retard.

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 10% du montant total hors taxes du marché subséquent au cours duquel le retard intervient.

18.2 - Participation aux consultations spécifiques

Le CEA applique une pénalité de 1000€HT au Titulaire qui ne répond pas, à trois reprises successives, à l'obligation de participation à une consultation spécifique.

18.3 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas visés aux articles 18.1 & 18.2 ci-dessus, dans l'hypothèse où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure et pour le cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA applique une pénalité de 300 euros par jour calendaire de retard.

18.4 - Application des pénalités

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq fois sur une période de douze mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent accord-cadre de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

L'application des pénalités est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du présent accord cadre. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 19 - FACTURATION- REGLEMENT

19.1 - Echancier de paiement

Chaque marché subséquent précisera son échancier et ses termes de paiement.

Il est précisé que chaque facture doit reprendre le(s) terme(s) de paiement antérieur(s) déjà facturé(s) par le Titulaire

19.2 - Modalités de facturation et règlement

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- - le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- - le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- - le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 20 - REGIME FISCAL **[à supprimer si marché à l'étranger]**

Le régime des taxes applicables au présent accord-cadre est celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

ARTICLE 21 - JURIDICTION COMPETENTE **[Si fournisseur FR]**

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble

ARTICLE 22 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE **[si fournisseur étranger]**

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 23 - CONCLUSION DE L'ACCORD CADRE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent accord cadre dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,